

# Annexe C : Visites sur le terrain au Burkina Faso et au Kirghizistan

Dans le cadre de l'examen par les pairs de la Suisse, une équipe composée d'examineurs et de membres du Secrétariat de l'OCDE s'est rendue au Burkina Faso et au Kirghizistan (officiellement la République kirghize) en juin 2013. L'équipe a rencontré des professionnels suisses de la coopération pour le développement, des fonctionnaires des pays partenaires, d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux et des représentants d'organisations de la société civile, du secteur privé et des autorités locales et régionales de la Suisse et des pays partenaires.

## Vers un effort global de développement de la Suisse

**La Suisse aborde la question des biens publics mondiaux sous l'angle régional**

La Suisse se penche sur la question des biens publics mondiaux dans le cadre de ses programmes régionaux de développement en Afrique de l'Ouest et en Asie centrale. Au Burkina Faso, par exemple, il existe des synergies évidentes avec les programmes régionaux (de l'Union africaine et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, par exemple) sur la sécurité alimentaire, ainsi qu'avec ceux en lien avec l'éducation non formelle et l'accès à l'eau. Dans une région où 30 millions d'individus continuent de souffrir de sous-alimentation ou de malnutrition<sup>1</sup>, il est particulièrement pertinent d'avoir fait de ces domaines d'action une priorité. La situation que connaît actuellement la région est en grande partie due à l'incapacité des populations les plus vulnérables de faire face aux chocs répétés causés par la famine et les inondations – aggravés par la détérioration des conditions climatiques – ainsi qu'aux crises économiques et aux conflits.

Le programme régional consacré à l'Asie centrale a pour thème principal la gestion de l'eau. Il vise la mise en place d'une gestion durable et intégrée des ressources hydriques à l'échelon régional, une condition essentielle au développement économique et social de la région, ainsi qu'à sa stabilité politique. Sous son action, l'accès aux ressources hydriques et aux services s'est amélioré dans la vallée de Ferghana et au-delà, ce qui s'est traduit par une hausse de la productivité agricole et a contribué à instaurer la sécurité alimentaire pour quelque 3 millions de personnes vivant en milieu rural.

**Au Burkina Faso comme au Kirghizistan, le soutien au développement peut passer par des canaux autres que l'APD**

Par le soutien actif qu'elle apporte à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)<sup>2</sup>, la Suisse a aidé le Burkina Faso et le Kirghizistan, deux pays dotés d'industries minières importantes, à adhérer et à respecter pleinement leurs obligations au titre de membres de l'ITIE. Cette adhésion devrait permettre à ces pays d'exercer un contrôle plus marqué sur leurs propres ressources. La Suisse pourrait toutefois rechercher plus systématiquement les moyens de soutenir le développement de ces pays par des canaux autres que l'APD (les échanges, la mobilisation des ressources nationales et la migration, par exemple). Si la division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a demandé au bureau de coopération au Burkina Faso de rendre compte, dans le cadre d'une

enquête du Conseil fédéral (chapitre 1), du comportement des entreprises suisses intervenant dans le secteur des industries extractives du pays, aucun suivi de ce type n'a été mis en place au Kirghizistan. L'équipe qui a mené l'examen par les pairs a estimé que la Suisse pourrait utiliser davantage ses ressources sur le terrain pour assurer le suivi de l'impact de ses politiques nationales et de ses autres politiques internationales sur les résultats au regard du développement au Burkina Faso.

**La coordination à l'échelle de l'ensemble de l'administration pourrait être renforcée au Kirghizistan**

Les thèmes liés au développement et ayant trait au changement climatique (fonte des glaciers), aux problèmes de sécurité (situation en Afghanistan), au secteur minier (ressources en or) et à la sécurité énergétique (importations de pétrole du Kazakhstan voisin), tels qu'exposés dans la stratégie régionale suivie par la Suisse en Asie centrale, constituent les fondements stratégiques de l'engagement de la Suisse dans cette région. Cette stratégie régionale s'applique cependant uniquement à la DDC et au SECO, même si d'autres départements fédéraux tels que la Direction politique du Département fédéral des affaires étrangères et l'Office fédéral de l'environnement sont présents dans la région. Compte tenu des synergies potentielles, il serait possible de renforcer le partage d'informations entre les organes suisses officiels présents au Kirghizistan. Ainsi, l'Office fédéral de l'environnement travaillait sur un projet relatif à l'environnement au Kirghizistan, mais le personnel de l'ambassade qui a été interrogé dans le cadre de l'examen par les pairs n'était que peu au courant de ses activités.

## Politiques, stratégies et affectations d'aide de la Suisse

**Les stratégies-pays sont alignées sur les priorités nationales et axées sur la lutte contre la pauvreté**

La stratégie 2013-2016 de la Suisse au Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres du monde et qui se situait à la 183<sup>e</sup> position sur 187 au classement de l'Indice de développement humain en 2012, était alignée sur les priorités du pays en matière de développement. Ses priorités ont été définies suite à une évaluation de la pertinence et des réalisations de la stratégie précédente, et à une consultation efficace avec les principaux partenaires.

Les programmes et projets menés par la Suisse au Burkina Faso sont axés sur l'éducation (en particulier l'éducation non formelle), le développement rural, la réforme de l'État et la décentralisation, et la gestion des finances publiques, le genre et la gouvernance étant les deux thèmes transversaux. Le SECO vient compléter le programme de la DDC en fournissant une assistance budgétaire directe (et ce, depuis 2001) et d'autres mesures de soutien économique. L'accent mis sur les régions rurales est pertinent, car la pauvreté très élevée qui frappe le pays est majoritairement rurale (50.7 % en 2009).

---

La stratégie régionale menée par la Suisse en Asie centrale, qui inclut la stratégie-pays (DDC et SECO) pour le Kirghizistan repose sur une analyse approfondie des besoins de la région en matière de pauvreté, et est alignée sur les priorités nationales du Kirghizistan ainsi que sur le Message 2013-2016 de la Suisse. L'économie kirghize a enregistré une croissance de 6 % en 2011, et le pays a progressivement amélioré ses performances économiques ces vingt dernières années, grâce essentiellement à des réformes en faveur de l'économie de marché<sup>3</sup>. Il reste toutefois l'un des pays les plus pauvres de la région, avec un RNB par habitant de 920 USD en 2011. La pauvreté absolue a augmenté, et est passée de 33.7 % en 2010 à 36.8 % en 2011<sup>4</sup>. Le Kirghizistan est considéré comme un pays fragile, et la gouvernance y est un enjeu majeur. La Suisse a par conséquent eu recours à une approche reposant sur une gestion des programmes sensible aux conflits lors de la conception et de la mise en œuvre de ses programmes. Son action est axée sur trois domaines clés : la santé (20 % des fonds fédéraux), les réformes du secteur public (44 %), et le développement des infrastructures et du secteur privé (26 %). Si la DDC intervient dans chacun de ces domaines, le SECO se concentre sur les réformes du secteur public et le développement des infrastructures et du secteur privé.

---

**Le dialogue stratégique avec les autorités nationales renforcé**

La Suisse pourrait approfondir son engagement sur le terrain sur les grands enjeux du développement au Burkina Faso. Si le pays s'inscrit dans une conception plus vaste de l'appropriation démocratique, en vertu de laquelle elle coopère avec des acteurs locaux et régionaux, le ministère des Finances du Burkina Faso serait favorable à un partenariat plus stratégique et officiel avec la Suisse au niveau national. Une telle évolution serait particulièrement pertinente au vu des préparatifs entrepris par la communauté internationale pour les objectifs de développement et le programme pour l'après-2015, de la décision de partenaires bilatéraux importants de se retirer du Burkina Faso ; et de la croissance globale du budget d'aide de la Suisse.

---

**L'APD contribue à hauteur d'environ 10 % du RNB dans chaque pays**

Le Burkina Faso et le Kirghizistan ont figuré parmi les 20 premiers bénéficiaires de l'aide publique au développement versée par la Suisse en 2011, année au cours de laquelle le Burkina Faso a perçu 30.5 millions USD d'APD (versements nets) et le Kirghizistan 23.11 millions USD.

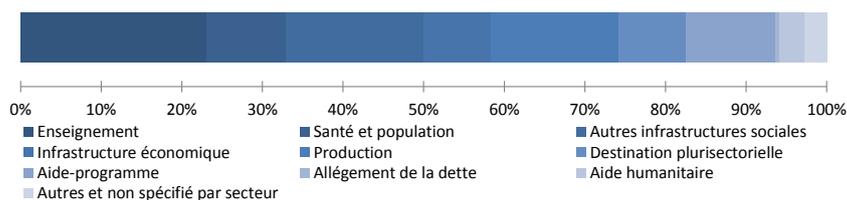
### Burkina Faso

| Recettes                                  | 2009  | 2010  | 2011 |
|---|-------|-------|------|
| APD nette (USD million)                   | 1 083 | 1 062 | 990  |
| Pourcentage d'aide bilatérale (APD brute) | 43%   | 44%   | 47%  |
| APD nette/RNB                             | 13.0% | 12.0% | 9.7% |
| Flux privés nets (USD million)            | 2     | 9     | 45   |

| Pour référence             | 2009 | 2010 | 2011 |
|----------------------------|------|------|------|
| Population (million)       | 16.0 | 16.5 | 17.0 |
| RNB per capita (Atlas USD) | 520  | 550  | 570  |

| Dix principaux bénéficiaires d'APD brute (moyenne 2010-11) (USD m) |                      |     |
|--|----------------------|-----|
| 1  | IDA                  | 207 |
| 2  | Institutions de l'UE | 151 |
| 3  | France               | 89  |
| 4  | FAfD                 | 84  |
| 5  | Etats-Unis           | 65  |
| 6  | Pays-Bas             | 54  |
| 7  | Allemagne            | 48  |
| 8  | Global Fund          | 43  |
| 9  | Japon                | 41  |
| 10   | Danemark             | 39  |

### APD bilatérale par secteur (2010-11)



Sources: OCDE - CAD, Banque mondiale; [www.oecd.org/dac/stats](http://www.oecd.org/dac/stats)

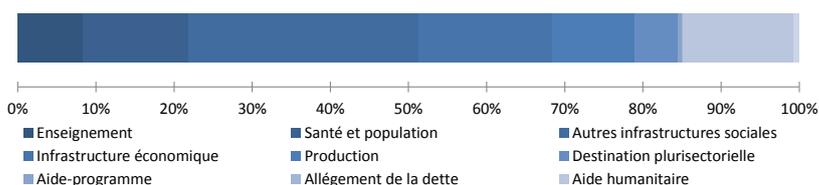
### Kirghize, Rép.

| Recettes                                  | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|------|------|------|
| APD nette (USD million)                   | 313  | 380  | 523  |
| Pourcentage d'aide bilatérale (APD brute) | 57%  | 56%  | 45%  |
| APD nette/RNB                             | 7.0% | 8.5% | 9.3% |
| Flux privés nets (USD million)            | 18   | 23   | 15   |

| Pour référence             | 2009 | 2010 | 2011 |
|----------------------------|------|------|------|
| Population (million)       | 5.4  | 5.4  | 5.5  |
| RNB per capita (Atlas USD) | 860  | 840  | 920  |

| Dix principaux bénéficiaires d'APD brute (moyenne 2010-11) (USD m) |  |    |
|--|--|----|
| 1  | Turquie                                | 79 |
| 2  | IDA                                    | 72 |
| 3  | BAsD                                   | 67 |
| 4  | Etats-Unis                             | 60 |
| 5  | FMI (Fonds fiduciaires concessionnels) | 32 |
| 6  | Institutions de l'UE                   | 31 |
| 7  | Allemagne                              | 29 |
| 8  | Japon                                  | 27 |
| 9  | Suisse                                 | 20 |
| 10   | Banque de Dev.Islamique                | 18 |

### APD bilatérale par secteur (2010-11)



Sources: OCDE - CAD, Banque mondiale; [www.oecd.org/dac/stats](http://www.oecd.org/dac/stats)

## Organisation et gestion

### La DDC et le SECO coopèrent efficacement, mais des difficultés persistent

L'approche intégrée suivie par la Suisse en matière de coopération pour le développement fonctionne de manière satisfaisante au Kirghizistan, où l'ambassadeur remplit également les fonctions de directeur de la coopération. L'ambassade intégrée gère le personnel affecté à la coopération et est chargée de mettre en œuvre une stratégie-pays unique produite par la DDC et le SECO, et de communiquer un ensemble unique de résultats au niveau du pays. Au Burkina Faso, les approches complémentaires de la DDC et du SECO attestaient des progrès constatés lors de la visite à Berne de l'équipe chargée de l'examen par les pairs. Des difficultés persistent toutefois :

- > Les différences au niveau du degré de décentralisation des activités de la DDC et du SECO au Kirghizistan se traduisent par une répartition des rôles incohérente entre les services centraux et le personnel en poste sur le terrain. Le SECO pourrait poursuivre la décentralisation de l'établissement de ses programmes, ce qui permettrait aux bureaux de programme au Kirghizistan qui interviennent à la fois sur les projets de la DDC et sur ceux du SECO d'exercer le même degré de contrôle sur l'ensemble des programmes et projets. Par ailleurs, le personnel chargé de la mise en œuvre des programmes financés par le SECO doit entrer en contact avec plusieurs départements thématiques au siège du SECO, une procédure qui, si elle permet aux experts thématiques de donner leur accord, peut s'avérer fastidieuse pour le personnel sur le terrain. Il reste à voir si la nouvelle répartition des pays et des activités au siège du SECO aura pour effet d'améliorer l'efficacité de la communication et de la prise de décision avec les services centraux.
- > Au Burkina Faso, la délégation croissante aux bureaux sur le terrain des responsabilités en matière d'établissement des programmes, suite à la réorganisation de la DDC, suscite une vaste adhésion et est gérée de manière satisfaisante par le bureau sur le terrain, même si les ressources humaines n'ont pas augmenté, en dépit des tâches supplémentaires. Le rôle et les responsabilités du terrain et des services centraux semblent bien définis. Cela n'était toutefois pas le cas au Kirghizistan où le personnel a estimé que la DDC pourrait améliorer sa communication autour des changements organisationnels opérés récemment, de manière à préciser plus clairement les rôles et les attributions de chacun.

**Une politique des ressources humaines explicite pour le personnel local**

Le personnel suisse de la coopération est considéré comme hautement qualifié par la communauté du développement au Burkina Faso et au Kirghizistan, ce qui représente un atout de première importance. Le personnel local est autonome, motivé et bénéficie de perspectives de développement professionnel dans les deux pays.

Le personnel en poste au bureau de la Suisse au Burkina Faso a accueilli avec satisfaction la politique unique de ressources humaines applicable à l'ambassade et au bureau sur le terrain. Il déplore toutefois que seuls les ressortissants suisses soient habilités à mener un dialogue d'action avec les autorités nationales. Les ressortissants suisses n'étant que trois, la capacité du bureau local de s'engager activement est par conséquent limitée. La retraite annuelle à laquelle participe tout le personnel est grandement appréciée, et considérée comme une occasion de mener une réflexion sur les méthodes de travail et de les revoir.

## Partenariats, résultats et responsabilité

**La Suisse s'engage activement dans la coordination entre les donateurs**

La Suisse joue un rôle fondamental par le soutien qu'elle apporte à la coordination de l'aide au Kirghizistan. Elle héberge actuellement le conseil de coordination des partenaires au développement (CCPD) dont elle assure la vice-présidence. Elle a participé à la constitution d'un groupe à haut niveau de coordination du développement, piloté par les autorités et présidé par le Premier ministre. Ce groupe rassemble un petit nombre de donateurs qui se sont engagés à travailler dans le cadre de la stratégie nationale de développement. La Suisse a également fourni des ressources indispensables qui ont permis au gouvernement de constituer une base de données afin d'établir le suivi des apports d'aide des donateurs.

Au Burkina Faso, la Suisse (qui fournit 30 % de son aide sous forme de soutien budgétaire général) participe activement aux groupes de coordination entre les donateurs, et pilote les groupes de travail sectoriels. Elle participe également davantage à des fonds communs et à des programmes harmonisés, même si les montants qu'elle y consacre sont relativement minimes. Son action visant à influencer sur la stratégie suivie par les autorités en matière d'égalité hommes-femmes et d'éducation non formelle a été particulièrement fructueuse. Elle a apporté son concours à l'élaboration de la politique du Burkina Faso dans le domaine de l'égalité des sexes en versant un soutien financier (1 500 000 CHF pour 2011-2014) à la mise en œuvre du plan d'action qu'elle a contribué à concevoir. Le fait que d'autres partenaires donateurs contribuent au Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF), qu'elle a créé, témoigne de l'efficacité de son action visant à donner une meilleure visibilité à l'éducation non formelle.

**Encadré C.1. Coordination des donateurs au Burkina Faso et au Kirghizistan**

La plateforme de gestion de l'aide du Burkina Faso, qui est entièrement gérée par le ministère de l'Économie et des Finances, est bien organisée et ciblée, après plusieurs années d'un réglage minutieux. Le ministère de l'Économie et des Finances publie chaque année un rapport phare global sur la coopération AU développement qui passe en revue la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et les tendances des apports d'aide en direction du Burkina Faso. Les donateurs poursuivent une coordination active avec le gouvernement et soutiennent la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté dans le cadre de tables rondes sur le financement de la stratégie, en ayant recours au système de la troïka pour coordonner les positions des donateurs, et au secrétariat technique pour ce qui est de l'efficacité de l'aide. Si 30 % de la totalité des apports d'aide au Burkina Faso en 2011 étaient fournis sous forme de soutien budgétaire général, seuls 12 % de l'aide sont acheminés par le biais de fonds communs. Les Pays-Bas, qui étaient le quatrième plus gros contributeur au soutien budgétaire général, se désengagent progressivement du pays, à l'instar de la Suède. Ces retraits vont entraîner un manque important de financement que les autres donateurs au Burkina Faso cherchent à combler, sans toutefois qu'une stratégie explicite n'ait été définie à cette fin. Le ministère de l'Économie et des Finances œuvre en faveur d'une meilleure répartition du travail entre les donateurs, mais la recherche d'un accord sur le sujet reste source de tensions. Le gouvernement burkinabé est confronté à deux grands enjeux : (i) faire en sorte que les nouveaux acteurs qui interviennent dans le pays utilisent les cadres et les processus en vigueur qui ont permis de réduire les coûts de transaction pour l'administration ; et (ii) conformément aux efforts visant à renforcer la responsabilité mutuelle, définir des critères clairs d'évaluation des performances des donateurs. Le gouvernement apprécierait le soutien du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement pour relever ces défis auxquels le Burkina Faso n'est pas le seul pays à être confronté.

La communauté des donateurs et le gouvernement du Kirghizistan œuvrent depuis longtemps en faveur de l'efficacité de l'aide. En 2002, le Kirghizistan a fait partie des trois pays d'Asie centrale choisis pour participer à un projet pilote sur l'harmonisation entre les donateurs, suite au Forum de haut niveau sur l'harmonisation qui s'est tenu à Rome. Le gouvernement et les donateurs ont mis en œuvre une Stratégie conjointe de soutien (2007-2010), qui n'a toutefois pas été revue, en raison notamment de l'instabilité gouvernementale. Les efforts visant à renforcer la coordination ont été renouvelés en octobre 2012 avec la création, fortement soutenue par la Suisse, d'un conseil sur l'interaction avec les donateurs, présidé par le Premier ministre et co-présidé par l'un des donateurs. Le groupe des 13 donateurs intervient par ailleurs dans six secteurs et a mis en place des approches sectorielles dans certains d'entre eux, dont la santé. Il existe toutefois encore de larges possibilités pour les donateurs d'améliorer leur alignement et leur harmonisation et pour le gouvernement du Kirghizistan de jouer un rôle plus dynamique dans ce domaine.

Source : entretiens menés au Burkina Faso et au Kirghizistan.

**La Suisse doit rationaliser davantage ses activités pour accroître l'efficacité de son aide**

Au Kirghizistan comme au Burkina Faso, l'APD de la Suisse est fragmentée et éparpillée entre plusieurs petits projets. En plus d'entraîner des coûts d'administration élevés pour le personnel suisse, cette situation empêche la Suisse de transposer certains de ses programmes à une plus grande échelle de manière à mettre à profit les résultats positifs obtenus et à améliorer l'efficacité de son aide.

Au Kirghizistan, 25 projets et programmes, dont le coût individuel va de 25 000 CHF à 3.9 millions CHF, sont prévus pour 2013. Au Burkina Faso, le bureau de coopération, dont le budget s'élevait à 19 millions CHF en 2013, a géré 80 contrats et participé à 11 fonds communs.

Dans la stratégie 2013-2016 pour le Burkina Faso, la Suisse mentionne l'enjeu consistant à faire passer les projets qui donnent satisfaction à plus grande échelle et à accroître la concentration des programmes pour renforcer leur impact. Afin de diminuer la fragmentation de ses activités au Burkina Faso, la Suisse s'efforce de concilier le soutien apporté à des activités spécifiques et le recours à des fonds communs pour valoriser les expériences. Il lui reste toutefois à définir clairement les moyens à mettre en œuvre dans ce but ; une orientation stratégique et des conseils plus appuyés des services centraux pourraient à cet égard lui être bénéfiques.

**La Suisse pourrait mieux exploiter les systèmes nationaux et les approches-programmes**

La Suisse a recours aux systèmes nationaux et à des approches-programmes au Kirghizistan et au Burkina Faso, même si cette utilisation pourrait être renforcée. Au Kirghizistan, 80 % de l'aide perçue est versée sous forme d'interventions de type projet (18.39 millions USD), 8 % seulement (1.87 million USD) sous forme de soutien budgétaire sectoriel (et non de soutien budgétaire général), et 3 % (58 000 USD) sous forme de contributions au budget de base des ONG. Cette répartition se retrouve au niveau global chez l'ensemble des donateurs, avec un faible montant du soutien budgétaire fourni au gouvernement. Si la gouvernance est problématique au Kirghizistan, la Suisse n'hésite pas à utiliser les systèmes nationaux lorsque cela est possible, et coopère avec les autorités autour du renforcement des systèmes de gestion des finances publiques. L'engagement de la Suisse dans le secteur de la santé montre qu'il est possible d'avoir recours à des approches-programmes. Le pays pourrait rechercher les moyens d'utiliser davantage ces approches à l'avenir, conformément aux engagements qu'elle a souscrits à Busan.

En participant au soutien budgétaire général au Burkina Faso, la Suisse œuvre en faveur du développement à l'échelon national, participe au renforcement des capacités institutionnelles en utilisant les systèmes nationaux et met à profit les compétences et l'expérience du SECO dans ce domaine. Ces pratiques sont avisées, mais ne sont pas suivies dans la plupart des autres pays à faible revenu prioritaires de la DDC. Par ailleurs, la création par la Suisse d'un fonds commun pour l'éducation non formelle au Burkina Faso est extrêmement appréciée par le ministère de l'Éducation, et des partenaires au développement plus nombreux y contribuent.

**Une stratégie appréciée en matière de collaboration avec les acteurs locaux**

Au Burkina Faso et au Kirghizistan, les partenaires de la Suisse apprécient sa stratégie d'accompagnement des acteurs locaux, qui permet de renforcer leurs capacités. Les modalités participatives mises en œuvre par la Suisse au Burkina Faso pour associer les communes et les conseils régionaux ont contribué au renforcement des capacités sur le terrain et la Suisse mène ses activités locales, notamment dans le secteur de l'éducation, en lien avec les programmes nationaux.

**Les thèmes du genre et de la gouvernance sont intégrés, mais le SECO pourrait renforcer ses orientations sur le premier d'entre eux**

L'approche suivie en matière d'intégration systématique du thème du genre dans l'ensemble des programmes au Burkina Faso et au Kirghizistan est stratégique et ciblée, et bénéficie du soutien de correspondants désignés parmi les membres du personnel. Les partenaires chargés de la mise en œuvre des programmes suivent également une formation destinée à renforcer leur sensibilisation et leur capacité de veiller à ce que les questions liées à l'égalité hommes-femmes soient prises en compte. Le SECO ne fournit toutefois aucune orientation sur la façon de prendre en compte le genre en tant que priorité transversale dans ses programmes. Définir ce type d'orientation permettrait de renforcer l'établissement de ses programmes, en particulier ses travaux sur les questions macroéconomiques au Kirghizistan.

La gouvernance est un autre thème transversal. Compte tenu du contexte de fragilité que connaît le Kirghizistan, la Suisse a dûment recours à son approche de gestion des programmes sensible aux conflits pour la conception et la mise en œuvre de ses programmes. Elle a également aidé ses partenaires à y avoir recours.

**La prévisibilité à moyen terme doit être améliorée**

Les stratégies-pays mises en œuvre par la Suisse au Burkina Faso et au Kirghizistan contiennent des budgets prévisionnels quadriennaux pour ses programmes à l'échelon local. Le pays ne fait toutefois pas preuve d'une volonté proactive de diffuser ces données auprès des autorités de ses pays partenaires sur un horizon mobile. Cela est particulièrement le cas au Kirghizistan.

**Des stratégies pays et des programmes résolument axés sur les résultats**

La Suisse a adopté une approche systématique en matière de gestion axée sur les résultats au Burkina Faso et au Kirghizistan. Au Kirghizistan, cette approche est résolument axée sur le suivi et la mesure de la contribution de la Suisse aux résultats du pays partenaire. Articuler les résultats des projets et des programmes avec les résultats au niveau du pays est plus problématique au Burkina Faso. Le mouvement en faveur d'une notification renforcée des résultats entraîne toutefois des charges administratives plus lourdes pour le personnel et les partenaires chargés de la mise en œuvre des programmes. La Suisse doit mettre en place un suivi de cette tendance de manière à ce que le personnel chargé de l'établissement des programmes et les partenaires aient le temps d'en tirer des leçons et de les mettre en pratique.

Au Burkina Faso, les partenaires ont estimé que la Suisse pouvait améliorer sa communication autour des résultats qu'elle obtient ou qu'elle contribue à atteindre. Cela permettrait au pays d'accroître la visibilité de son approche en matière de coopération pour le développement et inciterait par la suite le gouvernement partenaire et les autres donateurs à reproduire les projets les plus efficaces.

## Notes

1. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE (2012), *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest – Peuplement, marché et sécurité alimentaire*, Éditions OCDE, Paris.
2. La Suisse est un membre actif de l'ITIE, au côté d'autres donateurs, et contribue aux deux fonds fiduciaires gérés par le Groupe de la Banque mondiale pour soutenir les pays qui mettent en œuvre l'initiative.
3. Groupe de la Banque mondiale (2013), "Kyrgyz Republic Partnership Program Snapshot, April 2013", Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.
4. Groupe de la Banque mondiale (2013), "Kyrgyz Republic Partnership Program Snapshot, April 2013", Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.

